



ONE PLANET SUMMIT 12 DECEMBRE 2017 PARIS

Bilan PFE

Organisateurs :

- Président de la République France ;
- PDG Banque Mondiale ;
- SG des Nations unies.

Objectif :

- Réunir des représentants de haut-niveau des grandes familles d'acteurs pour changer le paradigme en matière de finance publique et privée au service de l'action climat ;
- Renforcer les actions mises en place dans les COP's, en particulier au sein du Partenariat de Marrakech, et les enceintes liées à la Convention climat de 1992 ;
- Réunir un ensemble d'engagements.



Méthode :

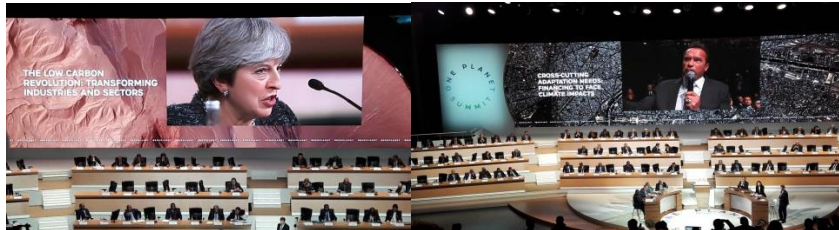
- 4 Tables rondes : 1. Changer l'échelle de la finance pour l'action climat 2. Verdir la finance en faveur d'une économie durable 3. Accélérer l'action locale et régionale en faveur du climat 4. Renforcer les politiques publiques pour la transition écologique et solidaire ;
- Conférence de Chefs d'Etats et de haut-représentants de la société civile.

Participation effective :

- 60 Chefs d'Etat du monde entier, dont 20 africains ;
- 2000 participants représentant les collectivités territoriales, les entreprises, les ONG, les jeunes, la recherche. Le secrétariat du PFE était représenté par Solène Fabrèges et Philippe Guettier ;
- Fort suivi médiatique.

Résultats présentés par E Macron à l'issue de la Conférence de Chefs d'Etat:

- Nous risquons de perdre la bataille du changement climatique ;
- Nous sommes tous acteurs ;
- Lancement de la One Planet Coalition fondée sur : 1 Des engagements de tous les acteurs 2. Un site internet mis en place fin 2017 permettant en temps réel d'intégrer de nouveaux engagements 3. Un mécanisme de suivi des engagements 4. Une transparence 5. Un Sommet tous les ans à Paris ou dans toute autre ville candidate.



- 12 grands engagements déclinés en actions opérationnelles avec financements fléchés (certains, créés précédemment, ont été largement renforcés):
 - *Faire face aux événements extrêmes* : Priorité de reconstructions dans les Caraïbes, extension attendue dans le Pacifique ;
 - *Protéger les terres et les ressources en eau* : Fonds de protection des terres, financements en zone tropicale, sécurité alimentaire dans les pays en développement, **100 projets eau et climat en Afrique (voir annexe)**..., extension à venir sur la lutte contre la désertification ;
 - *Mobiliser la recherche et la jeunesse* : Jeunes volontaires européens pour le climat, accueil de chercheurs étrangers en France... ;
 - *Marchés publics des collectivités et accès aux fonds climat* ;
 - *Zéro émission* : développement Coalition Zéro Carbone, Observatoire spatial du climat (avec le CNES)...
 - *Révolution sectorielle vers une économie décarbonée* : Coalition pour l'abandon du charbon (France, UK, Portugal...), fonds pour le passage du charbon à une économie non carbonée, Alliance solaire internationale... ;
 - *Transport sans pollution* : Coalition pour transports non carbonés (dont transports maritimes), Partenariat entre 8 Etats américains ;
 - *Prix du carbone* : marché carbone Amérique latine et Californie, prix du carbone en Chine, discussion dans l'UE en 2018 ;
 - *Actions des banques centrales-entreprises (200 acteurs)* ;
 - *Mobilisation des banques de développement (23 banques)* ;
 - *Mobilisation des fonds souverains (Norvège, pays du golfe, France...)* ;
 - *Mobilisation des investisseurs institutionnels.*



Focus sur l'Initiative « 100 projet eau et climat pour l'Afrique »

L'initiative lancée lors du One Planet Summit, est **un programme incubateur « 100 projets eau et climat pour l'Afrique » avec pour objectif de mobiliser une dotation de 20 millions d'euros pour faire émerger ces projets sur 5 ans.**

L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques sur les ressources en eau. Conscients de l'urgence, de nombreux bailleurs de fonds sont mobilisés sur cette question mais soulignent leur difficulté à trouver de bons projets à financer, tandis que les porteurs de projets se disent souvent démunis pour initier le cycle de préparation de projet et accéder aux facilités de préparation et aux outils de financement de projets à l'échelle attendue.

C'est pour cette raison que, dans le cadre du Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation au changement climatique dans les bassins, lancé à la COP21 et qui rassemble aujourd'hui plus de 360 signataires dans 94 pays, un incubateur de projet a été lancé à la COP22. Il s'agissait d'expérimenter, sous forme de phase test, une réponse très concrète et opérationnelle à cette contrainte et contribuer ainsi à une vraie dynamique de changement en Afrique.

L'objectif de cette nouvelle phase de l'incubateur est **d'accélérer la dynamique en visant 100 projets en 5 ans, avec un soutien à l'incubation en subvention.**

- **Dotée d'un million d'euros du Ministère de l'écologie français**, s'appuyant sur l'Office international de l'eau et une priorité « Afrique », la phase pilote expérimentale a permis d'initier 6 projets, de les présenter aux bailleurs de fonds, 3 d'entre eux ayant déjà trouvé des financements. Les partenaires ont été convaincus par la démarche et sont aujourd'hui désireux de contribuer à faire changer le projet d'échelle. Ainsi, **l'Italie a annoncé un don de 5 millions d'Euros à l'UNECE /OMM /OIEau sur plusieurs bassins en Afrique, tandis que la Banque Africaine de Développement (BAfD) réfléchit à une dotation de 2-3 millions d'euros. L'Agence française de développement travaille également actuellement à une subvention de l'ordre de 300 000 euros, pour préparer un projet d'appui aux organismes de bassins transfrontaliers africains¹.**

- **Des partenariats internationaux solides accompagnent cette dynamique**, avec notamment l'implication, coté Nations Unies, de l'UNECE, de l'OMM, de l'UNESCO ; coté collectivités, le réseau ICLEI ; coté entreprises, le Global compact et le WBCSD. **L'incubateur est en effet adossé aux 4 Alliances lancées** sur l'eau et climat, impliquant pays et organismes de bassins transfrontaliers, entreprises (à travers la Business Alliance for Water and Climate – Suez très impliqué), mégapoles (Megacities Alliance on Water and Climate – le SIAAP et ARCEAU très impliqués) et acteurs du dessalement (Global Clean Water Desalination Alliance). Ceci doit permettre à la fois de faire émerger des projets innovants, de mobiliser la coopération décentralisée et, potentiellement, de mobiliser de nouveaux financeurs (fondations...).

- L'objectif est également de **maintenir l'accent sur les priorités du Pacte de Paris**, largement endossé par les organismes de bassin et pays africains (renforcer la gouvernance, produire et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation au changement climatique, conduire des programmes d'investissements stratégiques, piloter une planification intégrée des aménagements et grands ouvrages hydrauliques, développer la connaissance, concevoir et mettre en place des mécanismes de financement durables).

NB : le PFE a travaillé avant la COP 21 avec le ministère de l'écologie à la préparation des Alliances dans le domaine de l'eau au sein de l'Action Agenda (devenu depuis le Partenariat de Marrakech). Il est membre du Pacte de Paris et est dans le tour de table qui a travaillé sur l'incubateur. Il a notamment vocation à promouvoir, du fait de la nouvelle priorité qui est la sienne, des projets de solutions fondées sur la nature et de protection de la biodiversité aquatique dans cette phase de développement de ce dernier. Ses nombreux contacts avec des partenaires africains aideront en ce sens.

¹ Périmètre de l'initiative : Autorité du Bassin du Niger (ABN), Autorité du Bassin de la Volta (ABV), Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), Commission Internationale du bassin Congo – Oubangui – Sangha (CICOS), Initiative du bassin du Nil (NBI) et Commission du bassin du Lac Victoria (LVBC), Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS), Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS). L'objectif est notamment de rechercher un appui du fonds vert à hauteur de 50 M€ [budget estimatif], auquel il faudra ajouter un co-financement AFD (montant à définir). L'incubateur est déjà mobilisé pour préparer une concept note pour début 2018 à soumettre au fonds vert.